

Le rapport Bédard et notre communauté politique

Martin Petitclerc, professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM)

Il est rare – et je suis de ceux qui le regrettent — que les débats entre historiens aient une résonance dans l'espace public. C'est pourquoi je profite de l'occasion pour intervenir dans un débat, soulevé dans l'espace public par le rapport d'Éric Bédard et de la Coalition pour l'histoire, sur l'importance du savoir historique universitaire pour la définition de notre communauté politique.

J'aimerais insister sur la thèse, avancée par Bédard et d'autres par la suite, affirmant qu'une réflexion sur notre communauté politique serait la chasse gardée d'une histoire politique plus ou moins réduite à l'étude des « personnes et des événements importants ». C'est cette thèse qui, me semble-t-il, est le cœur du problème, en alimentant les débats depuis quelques jours. Pour bien comprendre ce problème, il faut toutefois revenir à la nature même du rapport en question.

Un rapport contestable

Malgré ce qu'en disait récemment Jacques Beauchemin, il faut bien convenir que ce rapport ne s'appuie pas sur une « démarche rigoureuse ». Rappelons que Bédard fonde ses conclusions sur des statistiques tirées de l'analyse de listes de titres de cours, de mémoires et de thèses. Pour ordonner le tout, l'auteur s'en remet à un critère simple, pour ne pas dire simpliste : une ligne de partage sera dressée entre les titres qui font référence à un « personnage ou un événement marquant ou significatif de notre histoire nationale » et ceux qui ne le font pas.

L'auteur s'attarde ainsi à établir, à partir de l'analyse des titres, une sorte de carte de pointage à deux colonnes, l'une qui rend compte de l'histoire politique (et nationale) et l'autre de l'histoire sociale. En lisant le rapport, on comprend toutefois qu'il ne suffit pas de faire référence à un « personnage ou un événement marquant », ni même de faire référence au politique, pour être inscrit dans la « bonne » colonne de l'histoire politique et nationale. En effet, il semble bien que la méthodologie puisse être adaptée, au besoin, à certains caprices intellectuels de l'auteur.

Ainsi, on apprend que Gérard Bouchard, bien qu'il s'intéresse à la pensée de « personnages marquants », ne ferait pas d'histoire nationale car il aborderait cette pensée « davantage en sociologue ». Plus loin, d'autres historiens qui s'intéressent aux discours des « grands hommes » sont également écartés, car leur approche serait cette fois-ci contaminée par la littérature et l'anthropologie. Ailleurs, on apprend également qu'un titre de cours qui fait clairement référence au politique, soit « Citoyenneté et démocratie au Canada et au Québec », doit pourtant être considéré comme un cours d'histoire... sociale.

Il y a plusieurs autres bizarreries similaires dans le rapport. Je n'en signalerai qu'une dernière, qui m'apparaît injuste et révélatrice de l'esprit de l'enquête. En effet, Bédard (et d'autres après lui) affirme qu'il n'y aurait personne dans les départements d'histoire francophones pour encadrer un étudiant qui désirerait travailler sur les Rébellions. Pourtant, il connaît très bien Jean-Marie Fecteau, professeur au département d'histoire de l'UQAM, qui a déjà enseigné et publié sur les Rébellions. De plus, ce dernier a dirigé et dirige toujours des étudiants, à la maîtrise et au doctorat, intéressés par ce sujet.

Si je souligne cet « oubli » bien volontaire, c'est qu'il est révélateur de la conception très étroite de l'histoire politique que l'on retrouve dans ce rapport. Je rappelle pourtant que mon collègue Fecteau a fait la promotion de l'histoire politique et nationale du Québec depuis de nombreuses années. Mais voilà, le type d'histoire politique dont il se réclame n'est pas celui, encore une fois très étroit, qui est privilégié dans le rapport. Qu'importe, en effet, qu'il s'intéresse aux Rébellions s'il ne pratique pas la « bonne » histoire politique et nationale ?

Histoire politique, histoire sociale

On comprendra donc pourquoi des historiens ont manifesté, dans les pages du *Devoir* et dans *La Presse*, un certain scepticisme à l'égard des résultats de cette enquête. Je dirais tout de même que le principal problème est ailleurs. Il est dans cette prétention incroyable de l'auteur, et de quelques-uns de ses compagnons de route, à se présenter comme les seuls historiens à contribuer positivement à notre « communauté de mémoire et de destin ».

En effet, le rapport insiste sur la division entre l'histoire politique et l'histoire sociale qui traduirait « deux conceptions de l'être-ensemble, deux regards sur le passé ». Que fait l'histoire politique, entendue ici au sens très étroit d'une histoire des « personnages et événements importants » qui ne serait pas trop sociologique, trop littéraire ou trop anthropologique ?

Cette histoire politique, à condition qu'elle soit purgée de quelques historiens indésirables, considérerait les Québécois comme un « peuple », entendu ici comme un sujet national unitaire porté par l'action et la pensée de quelques grands hommes. C'est pourquoi un travail sur « Duplessis et l'autonomie provinciale » se retrouverait dans la colonne de l'histoire politique et, partant, serait considéré comme une contribution positive à notre communauté de mémoire et de destin.

Que fait alors l'histoire sociale, entendue ici au sens très large de tout ce qui n'est pas l'histoire politique étroite ? N'ayant aucun intérêt pour la communauté de mémoire et de destin, elle ne pourrait « qu'observer » pêle-mêle marginaux, exclus, ouvriers, femmes, autochtones, immigrants, etc. Or, selon le rapport, rien de tout cela ne nous dit quelque chose de significatif sur le « peuple » québécois, ce sujet national unitaire qui se manifeste, par le biais des « personnages et événements marquants », dans le passé québécois depuis la Nouvelle-France jusqu'à nos jours.

En fait, alors que l'histoire politique « s'intéresse » aux Québécois, l'histoire sociale « n'observe » ces derniers que comme une « population d'individus vivant sur territoire donné ». Puisque l'histoire sociale met l'accent sur les divisions à l'intérieur de la communauté de mémoire et de destin, rien de ce qu'elle fait ne peut donc nous renseigner sur le sens global de notre existence collective. Ainsi, un travail sur la répression de certains

groupes de femmes et d'hommes sous le régime duplessiste se retrouverait dans la colonne de l'histoire sociale, de la population d'individus et de la société fragmentée. Il ne pourrait, si on en croit le rapport, être considéré comme une contribution positive à la réflexion sur notre communauté de mémoire et de destin.

Notre communauté politique

Réalise-t-on, alors, à quel point ce rapport repose sur une conception conservatrice de l'histoire et de notre communauté de mémoire et de destin ? Pour faire « l'histoire politique du fait national » souhaitée par le rapport, il ne reste plus qu'à reprendre une carte de pointage à deux colonnes séparant les « personnages marquants », qui ont su incarner la volonté du sujet national unitaire, de la « population d'individus », porteuse d'un particularisme nocif à l'existence politique nationale.

Ce rapport ne considère évidemment pas la communauté de mémoire et de destin comme le lieu d'une discussion démocratique et égalitaire permettant la libre détermination de ce que nous voulons être collectivement. Comme l'affirme Bédard, la démocratie est plutôt un phénomène général de la modernité qui n'a finalement qu'un rapport accidentel à notre communauté de mémoire et de destin. Bref, la démocratie est donc accidentelle à ce que nous sommes spécifiquement comme « peuple ».

Rien de surprenant, alors, que le rapport Bédard démontre une incompréhension totale de l'histoire sociale. Rappelons que celle-ci a privilégié l'étude des aspirations et des actions des gens « ordinaires » qui ont prétendu avoir quelque chose à dire sur ce que nous étions et ce que nous voulions être. Ce fut le cas des habitants lors des Rébellions, des ouvriers lors de l'industrialisation, des femmes tout au long du XX^e siècle, et de plusieurs autres identifiés dans le rapport comme autant de groupes « d'individus » aux intérêts particularistes.

L'histoire sociale a pourtant bien montré que, pour cette « population d'individus », la démocratie n'était pas qu'un accident de l'histoire. Elle était plutôt la promesse que le sens de la vie collective ne soit plus le monopole de quelques personnages importants. Voilà pourquoi, malgré la « démarche rigoureuse » du rapport Bédard, je considère toujours que l'histoire sociale du Québec est porteuse d'une lecture vivante non seulement de notre histoire politique, mais également de la trajectoire de notre communauté de mémoire et de destin.